

ÉDITORIAL

Le dossier de ce numéro de *Perspectives* a pour thème principal « Éducation à la citoyenneté, globalisation et démocratisation ». Nous avons le plaisir d'accueillir, comme rédacteur invité, Fernando Reimers, *Ford Foundation Professor of International Education at Harvard Graduate School of Education* et spécialiste reconnu de l'éducation à la citoyenneté, en particulier en Amérique Latine.

Depuis les années 90, l'éducation à la citoyenneté fait régulièrement partie des discours sur les objectifs, les contenus et les méthodes de l'éducation. L'éducation en général et l'école en particulier sont de plus en plus appelées à jouer un rôle central dans la promotion des concepts et des valeurs qui fondent la citoyenneté et la préparation des citoyens à leur intégration et à leur vie dans la société, aussi bien en termes de droits que de responsabilités envers l'État. Ainsi, l'idée que la démocratie peut et doit s'apprendre n'est remise en cause par personne. Pilier de la société moderne, elle nécessite cependant une éducation de qualité, capable de former des citoyens informés et conscients des questions humaines et politiques en jeu dans leur société et dans le monde, capables d'analyser leur contexte et de promouvoir activement les valeurs et les qualités éthiques et morales nécessaires. L'école, à travers les programmes d'éducation à la citoyenneté, permet ainsi de garantir une stabilité à la société et à la nation, en même temps qu'une participation active des citoyens à la vie sociale et politique.

Mais, en quoi la globalisation, avec ses points forts et faibles, influence-t-elle les programmes de l'éducation à la citoyenneté et la notion de la démocratie dans monde d'aujourd'hui ? Il apparaît que, face à cette globalisation, qui va de pair avec la prise de conscience du monde et de sa diversité culturelle, la notion de « citoyenneté » s'est peu à peu dissociée du concept étroit de « nationalité », comprise en termes d'identité ethnique, culturelle ou religieuse. Les programmes d'éducation civique, utilisés longtemps pour protéger des influences extérieures et promouvoir les propres valeurs et les identités nationales, se sont ainsi ouverts et enrichis et se fondent de plus en plus sur une base conceptuelle plus large et plus « internationale », constituée entre autres par les droits de l'homme, les droits des enfants, ceux des minorités, la liberté d'expression, l'interculturalisme et la tolérance ou encore le développement durable. Considérée comme l'un des buts majeurs de l'éducation au XXI^e siècle, l'éducation à la citoyenneté doit ainsi dépasser le cadre de l'État-nation pour s'ouvrir au monde,

promouvoir le respect de l'autre et la tolérance, l'apprentissage du « mieux vivre ensemble » et, finalement, contribuer à la construction d'un monde plus juste et plus pacifique.

Comme le montrent les articles de ce dossier, le concept de citoyenneté reste multiforme et complexe et permet une grande diversité d'approches. Les réflexions de Fernando Reimers abordent la citoyenneté sous l'angle de la politique internationale ; Felissa Tibitts relate quelques bonnes expériences du programme d'éducation civique en Afrique du Sud intitulé *Facing the Past* ; Jean-Louis Auduc et de Helen Haste traitent de la question de l'identité nationale et de l'immigration en France et en Grande-Bretagne ; Judith Torney-Purta, Carolyn Barber et Britt Wilkenfeld, d'une part et Vera Husfeldt, d'autre part, présentent une approche quantitative basée sur les données de l'étude sur l'éducation civique menée entre 1995 et 2001 par l'Association internationale pour l'évaluation des acquis scolaires (IEA). Nous sommes certains que la diversité d'approches des articles de ce dossier intéressera particulièrement les lecteurs de *Perspectives*.

La rubrique *Tendances* propose un article de Joel E. Cohen, professeur aux universités Rockefeller et Columbia, New York. Co-directeur du projet UBASE (Universal Basic and Secondary Education), l'auteur soulève de nombreuses questions au sujet des finalités de l'enseignement primaire (éducation de base) et secondaire dans le monde. Il constate en particulier une grande diversité et hétérogénéité dans la définition de ces buts. Le projet UBASE en a identifié trois grandes catégories: buts politiques (ou civiques), buts économiques (en relation avec le monde du travail) et buts individuels (en relation avec les capacités personnelles). L'auteur propose en conclusion quelques pistes personnelles de réflexion stimulantes. Le débat est en effet loin d'être clos au sujet de la définition même des buts d'une éducation de haute qualité et, en particulier, de l'« universalité » de ceux-ci.

Enfin, la rubrique *Profil d'éducateur* présente, sous la plume d'Éric A. Akrofi, la biographie de Kwabena Nketia, originaire du Ghana. Professeur émérite et directeur du Centre international pour la musique et la danse africaine depuis 1992 à Accra, Kwabena Nketia est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes de la musique traditionnelle africaine. L'article expose ses principales recherches et publications dans ce domaine et souligne ses mérites en tant qu'ardent promoteur de la diversité culturelle à travers l'éducation musicale.

PIERRE LUISONI¹
DIRECTEUR DU BIE P.I.

Note

1. Remerciements à Hanspeter Geisseler, assistant de recherche au BIE, pour sa contribution à la rédaction de cet éditorial.